



PROMOUVOIR L'INTÉGRATION COMMERCIALE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (WATIP)



Mis en œuvre par

giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

CONTEXTE

La Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec ses 15 Etats Membres (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo) et une population d'environ 315 millions¹ d'habitants, est l'une des régions les plus peuplées d'Afrique. Selon les prévisions, dû à son taux de croissance moyen de 3%, la population de la région devrait atteindre les 560 millions d'ici 2025². Depuis sa création en 1975 avec l'objectif de promouvoir la coopération et l'intégration, la CEDEAO a pris des mesures déterminantes en faveur de l'intégration régionale: l'abolition des droits de douanes pour les produits agréés au Schéma de Libéralisation des Echanges (SLE); la décision d'adopter le Tarif Extérieur Commun à partir du 1er Janvier 2015³; ou encore l'adoption de protocoles consolidant la libre circulation des personnes dans la région.

Cependant, malgré son fort potentiel dû à sa superficie et à sa population, des obstacles continuent d'empêcher la CEDEAO d'aboutir à une intégration régionale efficace. Les statistiques indiquent qu'entre 2004 et 2013, le commerce au sein de la région a stagné à un bas niveau, entre 8% et 14%⁴.

Promouvoir l'Intégration Commerciale en Afrique de l'Ouest (WATIP), « Promoting West African Trade Integration » en anglais, est un projet cofinancé par l'Union Européenne sous le 10ème FED ainsi que par le Ministère Fédéral Allemand pour la Coopération Economique et le Développement (BMZ). Il est mis en œuvre par la GIZ par le biais de son Programme d'Appui à la Commission de la CEDEAO qui est basé à Abuja. La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH est une entreprise fédérale allemande qui propose des solutions efficaces en matière de processus politiques, économiques et sociaux. GIZ intervient pour les ministères allemands ainsi que pour des clients publics et privés en Allemagne et dans d'autres pays, dont des institutions de l'UE.



Siège de la Commission de la CEDEAO à Abuja, Nigéria

- 1 <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/39803778.pdf>
- 2 Organisations des Nations Unies. 1993a. Perspectives de la Population Mondiale: Révisions 1992. New York. Consulté ici: <http://bit.ly/1Ho5cEB>.
- 3 Décision/DEC.17/01/06 du 12 Janvier 2006 et Communiqué de Presse No 281/2013.
- 4 Données de la Direction des Statistiques de la CEDEAO.

TABLE DES MATIERES

Contexte	3
Définitions et Abréviations	5
Objectifs	6
Approche Stratégique	7
Bénéficiaires	7
Domaines d'Intervention	6
Appui aux Structures – Secrétariat Technique Conjoint	7
Système d'Information Commerciale	10
Politique Commerciale Commune	11
Statistiques	12
Démantèlement des Barrières Commerciales Non-tarifaires	13
Mise en œuvre du TEC et des Procédures Douanières	15
Programme de Réforme Fiscale	16
Empreinte	18

DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS

BMZ: Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement).

CET: Le Tarif Extérieur Commun est un tarif dont le taux est établi par un accord conjoint entre les membres d'une union douanière.

CEDEAO: La Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest est un groupe régional de 15 pays ayant été fondé en 1975. Sa mission est de promouvoir l'intégration économique «dans tous les domaines d'activité économique, en particulier l'industrie, le transport, les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, les ressources naturelles, le commerce, les questions monétaires et financières, les affaires sociales et culturelles [...]»

SLE: Schéma de Libéralisation des Echanges. Le SLE est un instrument qui facilite le fonctionnement d'une zone de libre-échange. Il garantit que les biens puissent circuler librement sans imposition de taxes, avec effets similaires sur les importations.

UE: L'Union Européenne est composée de 28 Etats membres qui ont décidé de combiner progressivement leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, durant une période d'élargissement de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles.

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GmbH) est une entreprise fédérale qui appuie le gouvernement allemand pour atteindre ses objectifs dans le domaine de la coopération internationale et du développement durable.

STC: Le Secrétariat Technique Conjoint a été créé pour appuyer la coopération et la coordination entre les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

CED: Communauté Economique Régionale, comme la CEDEAO

SIC: Système d'Information Commerciale

UEMOA: L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a été créée d'après le Traité signé à Dakar le 10 janvier 1994 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des sept pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun une monnaie commune, le FCFA.

WATIP: Promouvoir l'Intégration Commerciale de l'Afrique de l'Ouest, projet cofinancé par l'UE et BMZ.



Récolte de coton, Bénin

OBJECTIFS

WATIP vise à renforcer les capacités de la Commission de la CEDEAO dans des domaines clés de l'intégration économique régionale. Il appuie la Commission de la CEDEAO afin d'accélérer le processus de mise en place d'une union douanière en Afrique de l'Ouest. Une union douanière est une condition préalable à l'accroissement du commerce régional et international qui permet à son tour une amélioration du bien-être économique des citoyens d'Afrique de l'Ouest.



Marchandes, Ghana

APPROCHE STRATEGIQUE

WATIP soutient le Développement des Capacités de la CEDEAO à faciliter l'intégration économique régionale. Dans ce contexte, « capacité » signifie la capacité des personnes, des organisations et de la société à gérer leur propre processus de développement durable et à s'adapter à l'évolution des circonstances. L'approche de développement des capacités couvre quatre domaines : le renforcement des compétences, le développement organisationnel, le développement des conditions cadres favorables et le développement de partenariats de coopération.

Développement des compétences
et sensibilisation des acteurs privés et publics aux niveaux régionaux et national.

Développement organisationnel
pour renforcer les capacités de la Commission de la CEDEAO à promouvoir l'intégration économique et régionale.

WATIP

Appui au **développement de partenariats de coopération** avec les principaux acteurs de l'intégration économique régionale.

Appui au **développement de conditions cadres favorables** propices à l'intégration économique régionale.

BENEFICIAIRES

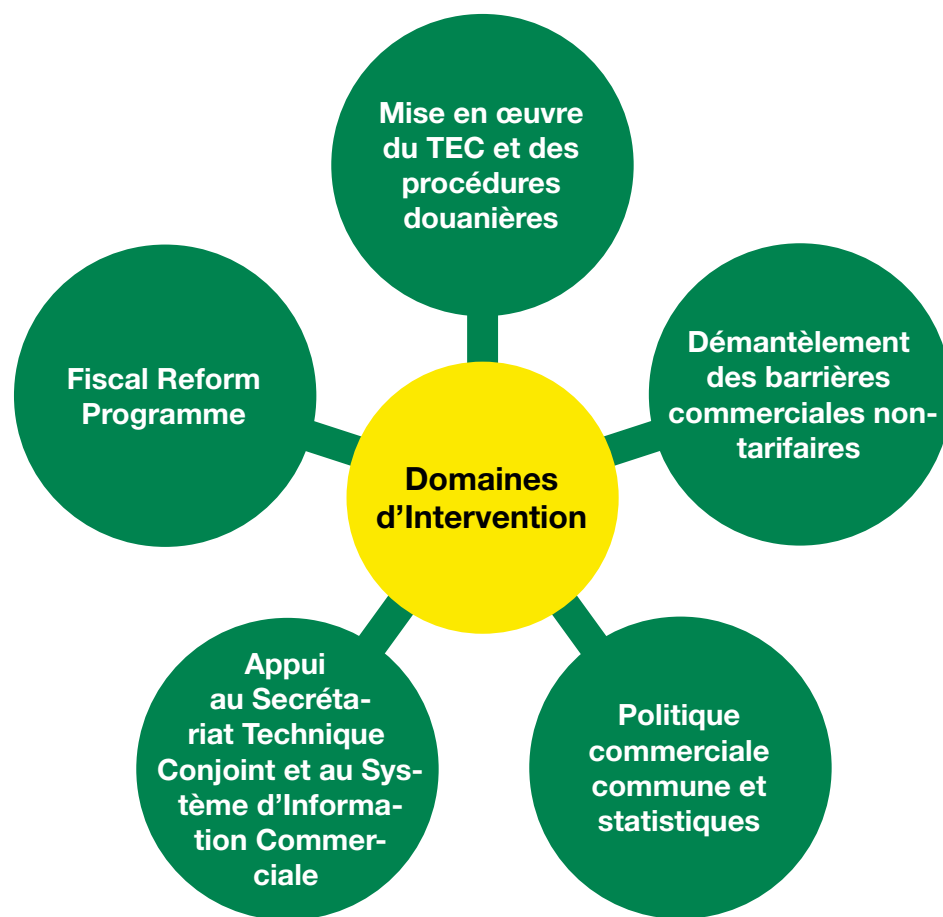
Les bénéficiaires de ce projet sont les citoyens de la CEDEAO au travers de la Commission de la CEDEAO, en particulier ses Directions du Commerce et des Douanes, ainsi qu'au travers de la Commission de l'UEMOA. Le projet pourra également soutenir certaines des structures organisationnelles des Commissions, comme la direction des statistiques, ainsi que d'autres institutions régionales et nationales.



Conférence de l'Alliance Borderless, Côte d'Ivoire

DOMAINES D' INTERVENTION

Compte tenu des objectifs définis, du cadre logique et de l'approche stratégique, les principaux domaines d'intervention du projet se présentent comme suit: Mise en oeuvre du TEC et des procédures douanières, Démantèlement des barrières commerciales non-tarifaires, Politique commerciale commune et statistiques, Appui au Secrétariat Technique Conjoint et au Système d'Information Commerciale et le Programme de Réforme Fiscale.



APPUI AUX STRUCTURES – SECRETARIAT TECHNIQUE CONJOINT

- Promouvoir la coopération entre la CEDEAO et l'UEMOA sur les questions liées au commerce par le biais du Secrétariat Technique Conjoint
- Superviser l'application des réglementations liées au commerce grâce à la mise en place d'un mécanisme de suivi

L' Afrique de l'Ouest est représentée par deux institutions économiques majeures: la CEDEAO et l'UEMOA. L'UEMOA est une zone monétaire dotée d'une union douanière, tandis que la CEDEAO traite plutôt des aspects politiques de l'intégration régionale. Dans le but d'améliorer le bien-être des citoyens d'Afrique de l'Ouest, les Communautés Economiques Régionales (CER) ont coordonné leurs activités au travers du Secrétariat Technique Conjoint (STC) qui a été créé en 2004 afin d'approfondir la coopération et la coordination entre les deux CER. Ce dialogue de haut-niveau entre les deux Commissions garantit que celles-ci soient bien informées quant à leurs activités respectives. Cela permet



De gauche à droite: Kadré Désiré Ouédraogo (Président de la Commission de la CEDEAO), Cheikhe Hadjibou Soumaré (Président de la Commission de l'UEMOA), Dr. Toga Gayewea (Vice-Président de la Commission de la CEDEAO) au lancement officiel du WATIP, Nigéria

d'augmenter l'efficacité des Commissions en évitant la duplication des mesures. Promouvoir la coopération entre la CEDEAO et l'UEMOA est fondamental pour aboutir à une intégration régionale efficace au sein de tout l'espace CEDEAO.

Ainsi, WATIP vise à renforcer les capacités du Secrétariat Technique Conjoint sur les aspects liés au commerce.

COMMENT?

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL: Appui à la mise en œuvre de réformes institutionnelles avec l'établissement ou l'amélioration de mécanismes de suivi pour observer l'application par les Etats Membres de réglementations liées au commerce.

ENFORCEMENT DES CAPACITES: Organisation de formations sur les lois et réglementations liées au commerce et aux douanes pour renforcer les capacités des membres du STC.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION: Facilitation du dialogue et de la coopération entre les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA en matière d'intégration commerciale régionale par le biais du STC.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES: Renforcement de l'efficacité du STC grâce à l'analyse et au classement des réglementations liées au commerce et aux douanes, des procédures et des textes législatifs.

SYSTÈME D'INFORMATION COMMERCIALE

- **Disséminer et communiquer les politiques nationales et régionales dans le domaine des douanes et du commerce auprès des acteurs publics et privés des Etats Membres.**

Ces dernières années, la Commission de la CEDEAO a enregistré des succès notables, tels que la finalisation du Tarif Extérieur Commun (TEC), a commencé de façon progressive depuis 2015. Cependant, la région a le potentiel d'accroître davantage son niveau de commerce intra et interrégional.

Le manque d'informations accessibles aux institutions commerciales compétentes et aux acteurs publics et privés en matière de politiques douanières et commerciales a été identifié comme étant l'un des principaux obstacles à l'accroissement du commerce dans la région. Par ailleurs, les déficiences en matière de communication entre la CEDEAO et les Etats Membres ainsi qu'entre les institutions commerciales nationales rendent plus difficile encore la mise en application des procédures et des réglementations régionales au niveau national.



Enregistrement de récolte de coton, Bénin

WATIP soutient la Commission de la CEDEAO dans la mise en place d'un Système d'Information Commerciale (SIC). Cette plateforme permet de garantir que les informations liées au commerce soient utilisées de manière efficace et qu'elles soient disponibles pour tous les acteurs compétents.

COMMENT?

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL:

Appui à la mise en œuvre de réformes institutionnelles en établissant le SIC, constitué d'un système de classement des données et de points focaux pour les Etats Membres.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Promotion de l'échange d'information entre la CEDEAO, les Etats Membres et les institutions commerciales nationales en matière de procédures et de réglementations.

REINFORCEMENT DES CAPACITES:

Organisation de formations sur la plateforme SIC et ses avantages pour renforcer les capacités des employés des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES:

Renforcement de la capacité du SIC en garantissant l'accès du public aux procédures et aux textes législatifs et en s'assurant que les Etats Membres fournissent les documents aux autres Etats Membres.

POLITIQUE COMMERCIAL COMMUNE

- **Formuler et adopter une politique commerciale commune de la CEDEAO.**
- **Renforcer les capacités de la CEDEAO à négocier et à mettre en œuvre des accords commerciaux.**

Développer une politique commerciale commune contribue à harmoniser et à coordonner les politiques commerciales des Etats Membres. C'est une étape déterminante pour renforcer la position de la région dans les négociations commerciales internationales et, à terme, pour développer les échanges commerciaux avec le reste du monde.

WATIP soutient l'élaboration d'une politique commerciale commune de la CEDEAO et vise à renforcer les capacités nationales et régionales à négocier et à mettre en œuvre des accords commerciaux. Plus généralement, le projet assiste la région dans la mise en œuvre d'accords commerciaux choisis.



Cérémonie d'ouverture de la 47ème session de la Conférence de Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, Ghana

COMMENT?

REINFORCEMENT DES CAPACITES:

Organisation de formations sur la politique commerciale et les négociations commerciales pour renforcer la capacité des employés des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA à négocier et à appliquer des accords commerciaux.

ORGANISATIONAL DEVELOPMENT:

Appui à la mise en œuvre de réformes institutionnelles en contribuant à la rédaction d'une politique commerciale commune dans les Etats Membres par le biais de points focaux.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Appui à la coopération des comités techniques et des ministères du commerce des Etats Membres en adoptant une politique commerciale commune de la CEDEAO.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES:

Appui à l'harmonisation et à la coordination de politiques commerciales dans toute la région.

STATISTIQUES

- Renforcer la capacité de la Commission de la CEDEAO à réunir et à analyser les données relatives au commerce régional et aux statistiques.
- Harmoniser les données au niveau des organisations régionales et des États Membres.

Actuellement, le manque d'harmonisation entre les méthodes des États Membres concernant la collecte des données sur l'import/export rend difficile l'obtention de statistiques précises sur le commerce régional. Pourtant, afin de concevoir des politiques économiques régionales efficaces, il est indispensable de se baser sur des données statistiques harmonisées. En effet, une plus grande intégration économique de la région et à terme la création d'une zone monétaire commune ne sont réalisables que si les statistiques liées au commerce régional et aux économies des États Membres sont précises et disponibles.

Considérant cela, WATIP appuie la région afin d'améliorer et d'harmoniser la collecte de données économiques et commerciales et l'analyse de celles-ci.



Enregistrement de récolte de coton, Bénin

COMMENT?

RENFORCEMENT DES CAPACITES:

Organisation de formations ayant pour but d'harmoniser les statistiques commerciales pour les employés des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA et pour des acteurs choisis dans les États Membres.

ORGANISATIONAL DEVELOPMENT:

Appui à la réforme institutionnelle en aidant les États Membres à réunir, analyser et harmoniser les données statistiques ainsi qu'en examinant l'état d'harmonisation des données statistiques commerciales.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Promotion de la coopération entre les États Membres pour harmoniser les données statistiques relatives aux activités d'import-export.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES:

Renforcement des capacités de la Commission de la CEDEAO en établissant un système de contrôle avec des indicateurs pour mesurer le degré d'harmonisation des statistiques commerciales et évaluer les méthodes de collecte dans la CEDEAO et les États Membres.

DÉMANTÈLEMENT DES BARRIÈRES COMMERCIALES NON-TARIFAIRES

- Améliorer l'utilisation du Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLE)

Le Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLE) est l'un des outils cruciaux pour le progrès de l'intégration économique régionale qui a été adopté en 1979, quatre ans après la création de la CEDEAO. Initialement, celui-ci garantissait la libre-circulation des produits agricoles et artisanaux. En 1990, il a été étendu aux produits industriels.

Afin de garantir que le potentiel du SLE soit pleinement exploité et atteigne son objectif premier de faciliter le commerce au sein de la région, WATIP vise à consolider cet instrument existant et à renforcer les capacités des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre.

COMMENT?

RENFORCEMENT DES CAPACITES:

Organisation d'activités de sensibilisation en coopération avec les Comités Nationaux d'Agrément (CNA) pour renforcer les capacités d'acteurs sélectionnés, dont du secteur privé, qui sont impliqués dans la mise en œuvre du SLE.

ORGANISATIONAL DEVELOPMENT:

Appui à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle en contrôlant les rapports des États Membres quant à l'application du SLE et en mettant à jour la base de données.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Promotion de la collaboration entre les programmes bilatéraux de la GIZ et les autres donateurs pour appuyer la mise en œuvre du SLE et ses schémas complémentaires.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES:

Appui à l'extension et à la réforme du SLE en identifiant les lacunes potentielles des réglementations existantes et en analysant les systèmes complémentaires sur la libre circulation des produits dans des secteurs spécifiques.

En dehors du cadre de l'action de l'UE, depuis 2011, GIZ a déjà appuyé la Commission de la CEDEAO pour mettre en place le SLE par le biais des activités suivantes:

- Création du site internet du SLE et de la base de données des entreprises et produits agréés.
- Organisation de plusieurs ateliers de formation pour les Comités Nationaux d'Agrément (CNA) dans les Etats Membres.
- Appui aux réunions des CNA au niveau régional
- Activités de sensibilisation dans le secteur privé.
- Etude sur l'application du SLE le long de deux corridors (Lagos – Abidjan ; Sahel)
- Appui à l'établissement d'une force opérationnelle pour le SLE
- Appui à l'organisation d'un Forum Régional des Citoyens sur la libre circulation des biens et des personnes

Une étude réalisée en 2013 sur le commerce des marchandises approuvées dans le cadre du SLE montre une tendance à la hausse des exportations intrarégionales parmi les Etats membres de la CEDEAO.



Camion transportant des tomates, Nigéria

MISE EN ŒUVRE DU TEC ET DES PROCÉDURES DOUANIÈRES

- Assister la Commission de la CEDEAO dans l'application du Tarif Extérieur Commun
- Des procédures douanières sont harmonisées au sein de la région de la CEDEAO

Former une union douanière est une étape importante vers l'intégration économique régionale. Les fondations d'une union douanière ont été posées en 2006, lorsque le TEC de la CEDEAO a été adopté. Le TEC harmonise les tarifs à l'importation des Etats Membres à l'égard des pays tiers et a été mis en application progressivement depuis Janvier 2015. WATIP appuie la mise en œuvre et le suivi du TEC, ce qui est crucial pour consolider l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

Pour réaliser une union douanière efficace dans la région, il s'avère essentiel d'harmoniser et d'améliorer les procédures douanières. Pour ce faire, le programme WATIP apporte son appui à la Commission de la CEDEAO en vue de faciliter l'élaboration d'un Code douanier commun et d'améliorer l'interconnexion ainsi que l'application des normes internationales parmi les Etats membres.

En dehors du cadre de l'action de l'UE, depuis 2010 GIZ a appuyé la Commission de la CEDEAO en ce qui concerne le TEC par le biais des activités suivantes:

- Soutien aux réunions du Comité Technique Conjoint sur la gestion du TEC.
- Appui à la Commission de la CEDEAO lors des négociations du TEC.
- Ateliers de formation pour les officiers des douanes des Etats Membres en préparation à la mise en œuvre du TEC
- Sensibilisation régionale au TEC pour les ministres du commerce et pour le secteur privé et activités de sensibilisation dans les Etats Membres pour divers acteurs.
- Publication de livres sur le TEC en anglais, français et portugais.
- Développement d'un manuel sur le TEC en anglais, français et portugais.

COMMENT?

RENFORCEMENT DES CAPACITES:

Formations sur l'application du TEC pour renforcer les capacités des employés de la Commission de la CEDEAO & Activités de sensibilisation sur la mise en œuvre du TEC pour des acteurs spécifiques de la Commission de la CEDEAO et des Etats Membres.

DEVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL:

Appui à la Commission de la CEDEAO dans la mise en œuvre du TEC.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Collaboration avec les Etats Membres pour appuyer la mise en œuvre du TEC au niveau national.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS CADRES FAVORABLES:

Appui à la mise en œuvre du TEC en établissant/améliorant le mécanisme de suivi pour contrôler l'adoption du TEC dans les Etats Membres et garantir la disponibilité des informations relatives au TEC sur la page internet de la CEDEAO et d'autres sites associés.

PROGRAMME DE RÉFORME FISCALE

- Développer des politiques fiscales coordonnées pour compenser le déclin des revenus des Etats
- Les Etats Membres harmonisent leurs taxes indirectes.

Les tarifs représentent une source majeure de recettes pour la plupart des Etats de la CEDEAO et leur budget. Il est important que les Etats Membres diversifient leur base de recettes et réduisent leur dépendance vis-à-vis des tarifs à l'import et à l'export. Pour cela, les Etats Membres devraient exploiter d'autres sources de revenus et renforcer leurs capacités à générer des recettes par l'intermédiaire de taxes intérieures (par exemple: taxe à valeur ajoutée, droits d'accise, taxes sur le revenu).

WATIP soutient l'harmonisation et les efforts de coordination entre la Commission de la CEDEAO et les Etats Membres pour examiner des politiques fiscales et les mettre en œuvre.



Salle de Conférence à la Commission de la CEDEAO, Nigéria

COMMENT?

RENFORCEMENT DES CAPACITES:

Organisation d'activités de sensibilisation en coopération avec les Comités Nationaux d'Agrément (NAC) pour renforcer la capacité des acteurs concernés, dont le secteur privé, qui sont impliqués dans la mise en œuvre du SLE.

ORGANISATIONAL DEVELOPMENT:

Appui à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle en suivant les rapports des Etats Membres sur l'application du SLE et la mise à jour de la base de données du SLE.

DEVELOPPEMENT DE PARTENARIATS DE COOPERATION:

Promotion de la collaboration entre les programmes bilatéraux de la GIZ et d'autres donateurs pour appuyer l'application du SLE et de ses schémas complémentaires.

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS

CADRES FAVORABLES: Appui à l'extension de la réforme du SLE en identifiant les lacunes potentielles des réglementations existantes et en analysant les systèmes complémentaires pour la libre circulation des biens dans des secteurs spécifiques.



Navire porte-conteneurs Olga Maersk, Royaume-Uni

Ce document a été réalisé avec le soutien de l'Union Européenne. Les opinions exprimées ci-dessous ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de l'Union Européenne. GIZ est responsable pour le contenu de cette publication.

EMPREINTE

Publié par Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

GIZ Programme d'Appui à la Commission de la CEDEAO
P.O. Box 5374, Area 10, Garki, Abuja,
Responsable de l'unité Commerce et Douanes
+ 234 (0) 807 624 58 44
E-Mail: nurjamal.bokoewa@giz.de
Internet: <https://www.giz.de/en/worldwide/20759.html>

Photographies

Couverture; © Photos GIZ

P. 3; © GIZ/Mongbé

P. 5, 10, 12; © GIZ/Meißner

P. 6; © GIZ/Kayser

P. 9; © GIZ/Marksmen

P. 14; © Joachim Huber CC BY-SA 2.0 (https://www.flickr.com/photos/sara_joachim/1434898642)

P. 16; © GIZ/Marksmen

P. 17; © Glen, CC BY 2.0 (<http://bit.ly/1OqzOR>)

Layout

Jokhosha Design, Eschborn

Imprimé par

XXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXX

Printed on 100% recycled paper

As at August, 2015 (Falls Recyclingpapier)

**Ce projet est cofinancé par l'Union
Européenne et le Ministère Fédéral
Allemand de la Coopération Eco-
nomique et du Développement
(BMZ).**

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
GIZ Programme d'Appui à la Commission
de la CEDEAO

P.O. Box 5374, Area 10, Garki, Abuja,
Responsable de l'unité Commerce et Douane
+234 (0) 807 624 58 44

Août, 2015